



Vendredi 21 octobre 1955.  
à 15 h. 20

**New-York**

**SOMMAIRE**

Page

Point 50 de l'ordre du jour :

Rapport de la Commission du droit international sur les  
travaux de sa septième session (suite) ..... 25

**Président: M. Manfred LACHS (Pologne).**

**POINT 50 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Rapport de la Commission du droit international  
sur les travaux de sa septième session (A/2934,  
A/C.6/348) [suite]**

1. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) fait observer que le Secrétaire général, pour les incidences budgétaires qu'il donne dans son étude (A/C.6/348), est parti de l'hypothèse que les documents de la Commission du droit international seraient publiés dans les trois langues de travail de l'Assemblée générale. M. Liang indique que le *Yearbook of the United Nations* ne paraît qu'en anglais. Un seul volume avait été publié en français, en 1948. L'*Annuaire des droits de l'homme* paraît en anglais et en français. Pour des raisons d'ordre financier, il n'a pas été possible de le publier en espagnol ni en russe. L'*Annuaire statistique* des Nations Unies est publié sous la forme d'un volume bilingue anglais-français; cette présentation est facilitée par la place importante qu'occupent les chiffres.

2. La publication des documents courants de la Commission du droit international entraînerait, chaque année, les dépenses suivantes: les frais d'impression s'élèveraient à 8.800 dollars pour l'anglais, pour le français et pour l'espagnol, à 11.300 dollars pour le russe et à 13.200 dollars pour le chinois. A ces chiffres s'ajouteraient des dépenses de personnel (frais de traduction) de 11.850 dollars pour l'espagnol et de 12.000 dollars pour le russe et pour le chinois. Le Secrétariat ne pourra fournir de chiffres sur les frais d'impression des documents des années écoulées que dans le courant de la semaine suivante.

3. Quant à la question posée par le représentant des Etats-Unis au sujet des recettes éventuelles, le service compétent du Secrétariat a estimé que, pour une publication paraissant dans les trois langues de travail, ces recettes s'élèveraient à environ 2.000 dollars. Ce chiffre ne serait guère plus élevé si les documents étaient publiés dans les cinq langues officielles des Nations Unies.

4. M. COATON (Union Sud-Africaine) rappelle les paragraphes de l'étude (A/C.6/348) où le Secrétaire général fait l'historique de la question. Le fait que la question des moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier ait été peu à peu reliée à celle de la publication d'un *Annuaire juridique* des Nations Unies a créé des difficultés qui ne se présenteraient pas si elle était considérée séparément. Le représentant de l'Union soviétique a fait observer avec raison que la question de

l'*Annuaire juridique* ne figurait pas à l'ordre du jour de la session en cours. Pour ces raisons, il vaut mieux dès maintenant adopter une solution plus modeste, mais aussi plus prudente, qui sera un point de départ. Etant donné la valeur des travaux de la Commission du droit international, il est souhaitable de rendre les documents de cette commission accessibles aux juristes et aux institutions intéressées du monde entier. Peut-être les frais de publication pourraient-ils être inscrits au budget de l'Organisation des Nations Unies sous la rubrique "Publications".

5. En ce qui concerne les langues, il est préférable, comme l'a fait observer très justement le représentant de la Suède à la 446<sup>ème</sup> séance, de ne publier tout d'abord les documents qu'en anglais; il est évident que si on voulait les publier dans toutes les langues officielles des Nations Unies, on irait au devant d'un échec certain.

6. M. CASTAÑEDA (Mexique) demande pourquoi les frais de publication en espagnol, c'est-à-dire dans l'une des langues de travail de l'Assemblée générale, comprendraient une dépense supplémentaire pour frais de personnel.

7. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) indique qu'actuellement, lorsque le Secrétariat traduit les documents en espagnol, aucun délai n'est imparti pour cette traduction. Les effectifs actuels seraient insuffisants si une date limite leur était imposée pour ce travail. L'observation du représentant du Mexique sera soumise aux services techniques compétents du Secrétariat.

8. M. BROKENBURR (Etats-Unis d'Amérique), M. SEN (Inde) et M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) s'étonnent que le Secrétariat ait prévu 2.000 dollars seulement de recettes. Les ouvrages qu'il est question de publier devraient en fait être fort demandés par les universités et bibliothèques juridiques du monde entier.

9. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) dit qu'il sera en mesure, à la séance suivante, de fournir des renseignements plus circonstanciés.

10. M. SPIROPOULOS (Président de la Commission du droit international) souligne le caractère scientifique des publications envisagées, qui émaneraient d'un des plus importants organes juridiques du monde. Il n'est pas douteux que la demande sera considérable, et que les universités, les bibliothèques juridiques et les juristes seront informés de leur existence. Il faudra bien entendu prendre certains risques au départ, et les frais encourus ne pourront être entièrement couverts par les recettes; il ne faut cependant pas exagérer l'importance des dépenses.

11. M. STAVROPOULOS (Conseiller juridique) répond que, pour évaluer à 2.000 dollars environ les recettes éventuelles de la vente d'un *Annuaire* de la Commission du droit international, les services compétents se sont fondés sur l'expérience de la vente des publications juridiques des Nations Unies, notamment des rapports de la Commission du droit international. L'*Annuaire* aurait certes un caractère différent, mais

cette différence ne justifie pas un grand optimisme quant aux ventes.

12. M. TABIBI (Afghanistan) suggère que le Secrétariat des Nations Unies procède à une enquête auprès des institutions et des personnes susceptibles de s'intéresser à l'achat d'un Annuaire de la Commission du droit international. La Sixième Commission serait ainsi mieux à même de reprendre l'étude de la question à la onzième session.

13. M. TREJOS (Costa-Rica) pense que les ventes de l'annuaire seraient plus importantes si l'Organisation ne remettait à chaque délégation permanente qu'un seul exemplaire gratuit.

14. M. SALAMANCA (Bolivie) déclare qu'il ne faut pas attacher trop d'importance aux prévisions de recettes, car la publication des documents de la Commission du droit international ne doit pas être considérée comme une entreprise à but lucratif. L'idéal serait que les travaux de la commission puissent être diffusés le plus largement possible, sans que des considérations budgétaires entrent en jeu. Puisqu'il convient cependant de tenir compte de ces considérations, il serait bon que le Secrétariat éclaire complètement la Sixième Commission sur les différents aspects budgétaires de toutes les modalités possibles de publication. L'hypothèse d'un conflit avec la Cinquième Commission ne semble pas devoir être sérieusement retenue.

15. Contrairement à ce qu'a dit le représentant de l'Union Sud-Africaine, la publication devrait se faire au moins dans les trois langues de travail de l'Assemblée générale. Ce qu'il faut, c'est rassembler toutes les doctrines juridiques et les diffuser dans les meilleures conditions possibles. Il est certain que la difficulté de se procurer les documents de la Commission du droit international nuit à l'influence de cet organe.

16. M. Salamanca s'étonne enfin de ce que la langue espagnole semble être placée, au point de vue des possibilités de traduction, dans une situation moins favorable que l'anglais et le français.

17. M. EL ERIAN (Egypte) pense que de nombreuses institutions, auxquelles le Secrétariat assure actuellement le service gratuit des publications, achèteraient volontiers celles-ci si elles n'avaient pas d'autres moyens de se les procurer.

18. D'autre part, les incidences budgétaires ne devraient pas faire obstacle à la publication, dont les avantages, du point de vue de la diffusion des doctrines juridiques, sont trop considérables pour être mis en échec par des considérations financières.

19. M. MIRAS (Turquie) suggère au Secrétariat de s'informer des recettes que rapporte à l'Académie de droit international de La Haye la vente de ses publications. On pourrait trouver là une indication utile.

20. Le PRÉSIDENT déclare que le nécessaire sera fait.

21. Selon M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), le nombre des questions posées au Secrétariat, et qui sont loin d'être épuisées, démontre que la question n'est pas mûre. L'étude établie par le Secrétaire général (A/C.6/348) est un document excellent, mais on n'a pas eu le temps d'y incorporer des propositions concrètes.

22. Il faudrait cependant que la Commission se préoccupe de savoir ce qu'il lui est possible de faire en l'état actuel de la question. Des deux hypothèses suggérées par la Commission du droit international, celle de la publication dans un Annuaire juridique des Nations Unies ne peut être examinée au cours de la

présente session. Reste la possibilité de publier les documents dans des volumes distincts. La Commission pourrait prendre une décision sur ce point, mais il n'y a aucune urgence. Il ressort des déclarations de M. Spiropoulos et du texte même du paragraphe 2 du dispositif de la résolution adoptée par la Commission du droit international (A/2934, par. 35) que celle-ci ne suggère pas une action immédiate.

23. La question des incidences financières exige une étude approfondie. Nombre de documents des Nations Unies mériteraient d'être distribués gratuitement, mais des considérations budgétaires s'y opposent. L'enquête judicieusement proposée par le représentant de l'Afghanistan, et d'autres études encore, pourront peut-être modifier certains aspects des données financières du problème. Mais ces travaux ne pourront être menés à bien au cours de la session actuelle.

24. Reste la question de la rétroactivité éventuelle de la publication. M. Morozov pense qu'il faut écarter l'idée de publier tous les documents élaborés depuis le début des travaux de la Commission du droit international. Cela représenterait un effort et des frais considérables. Convient-il alors de commencer la publication par les travaux de l'année en cours? Cela ne semble pas indiqué, car il se trouve que, à sa septième session, la Commission du droit international n'a terminé aucune étude: les résultats de ses travaux ne sont que provisoires.

25. Dans ces conditions, le représentant de l'Union soviétique pense que la situation sera beaucoup plus claire à la onzième session de l'Assemblée générale. Il ne formule pas pour le moment de proposition d'ajournement: il attend, pour fixer sa position, de connaître l'avis d'autres délégations. Il se réserve toutefois de revenir sur le fond du problème si la Commission décide d'en poursuivre l'examen à la session en cours.

26. M. JAMIESON (Australie) juge très intéressantes les observations générales présentées au cours du débat. Les délégations semblent reconnaître qu'il est impossible d'examiner, à la session en cours, si les documents de la Commission du droit international pourraient être publiés dans un Annuaire juridique des Nations Unies, car elles n'ignorent pas que la publication de cet annuaire représenterait une très lourde charge. D'autre part, la Commission n'est pas compétente pour étudier cette question, qui ne figure pas à son ordre du jour.

27. Le Président pourrait s'assurer que les membres de la Commission sont bien d'accord sur ce point.

28. Le PRÉSIDENT précise que la question d'un Annuaire juridique des Nations Unies n'est pas inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, alors que celle de la publication des documents de la Commission du droit international y figure. Il semble donc que la Sixième Commission doive se borner à décider si ces documents seront publiés séparément. Si la Commission entendait lier cette question à la publication de l'Annuaire juridique, elle ne pourrait pas prendre de décision au cours de la présente session. Elle pourrait seulement recommander que les documents de la Commission du droit international trouvent place dans l'Annuaire juridique des Nations Unies s'il est un jour publié.

29. M. CARPIO (Philippines) ne voit pas bien quel est l'objet réel de cet échange de vues. Le paragraphe 1 du dispositif de la recommandation formulée par la Commission du droit international (A/2934, par. 35) concerne le Secrétaire général et n'intéresse donc pas

la Sixième Commission. Quant au paragraphe 2, il manque de clarté.

30. Les membres de la Commission ont été surpris de l'importance des sommes en jeu. La Commission doit donc s'assurer que les documents présentent un intérêt suffisant pour justifier ces dépenses considérables. Personne ne met en doute la valeur de l'œuvre déjà accomplie par la Commission du droit international, mais puisqu'elle ne se trouve encore qu'au stade préliminaire de ses travaux, il serait sans doute préférable d'attendre qu'elle ait achevé une partie de sa tâche avant d'envisager la publication de ses documents. Une publication hâtive ne pourrait que favoriser la confusion et il est très difficile, au stade actuel, de fixer les critères qui permettront de choisir les documents à publier. De plus, il serait anormal que la Sixième Commission prenne une décision avant que l'Assemblée générale ne se soit prononcée sur l'ensemble de l'œuvre accomplie.

31. La Commission pourrait reconnaître en principe que les documents de la Commission du droit international doivent être publiés, mais, dans ce cas, le représentant des Philippines estime, comme les représentants de la Suède et de l'Union Sud-Africaine, que la publication devrait être faite dans une seule langue: il faudrait à cet égard choisir la langue la plus utile, c'est-à-dire celle que le plus grand nombre de personnes comprennent. En tout état de cause, la Commission ne peut se décider dans l'abstrait. Elle devrait être au moins saisie d'une proposition concrète, présentée par écrit.

32. M. VALLAT (Royaume-Uni) a suivi avec intérêt le débat, qui a rendu la situation beaucoup plus

claire. Pour des raisons de procédure et d'ordre pratique, la Commission ne peut, à la présente session, prendre de décision au sujet de l'Annuaire juridique des Nations Unies. Les membres de la Commission s'accordent d'autre part à reconnaître qu'il convient en principe de publier les documents de la Commission du droit international.

33. La Commission se trouve donc en présence de trois questions nettement délimitées. Elle doit d'abord décider si la publication des documents ne portera que sur les travaux de la septième session de la Commission du droit international ou si elle portera également sur ceux des six sessions précédentes. Le représentant du Royaume-Uni réserve sur ce point la position de sa délégation. La deuxième question concerne les langues dans lesquelles les documents seront publiés. La Sixième Commission ne peut entrer dans le détail des dépenses et des recettes envisagées: elle dispose de données générales suffisantes pour se prononcer sur la question de principe dont elle est saisie. La troisième question a trait au choix des documents à publier. La recommandation formulée par la Commission du droit international fait mention d'études, de rapports spéciaux et de comptes rendus analytiques, et c'est à la Sixième Commission de prendre une décision à ce sujet.

34. Le représentant du Royaume-Uni estime que l'ajournement du débat permettrait aux délégations d'étudier attentivement ces trois questions, en consultant au besoin leurs gouvernements, et de présenter des propositions concrètes à la séance suivante.

La séance est levée à 17 h. 5.